

marches-securises.fr

PUBLICATION



## ÉTABLISSEMENT

**Nîmes Métropole (30)**  
Colisée 2  
1 rue du Colisée, 1er étage  
30947 Nîmes Cedex 9

## AVIS DE MARCHÉ

FOURNITURES

DIRECTIVE 2014/25/UE

**Section I : Entité adjudicatrice****I.1) NOM ET ADRESSES**

Nîmes Métropole (30), Numéro national d'identification : 24300064300045, Contact : Direction de la Commande Publique, Colisée 2 1 rue du Colisée, 1er étage, 30947 Nîmes Cedex 9, FRANCE. Tél. : +33 434035700. Courriel : commande-publique-agglo@nimes-metropole.fr. Code NUTS : FRJ12.

**Adresse(s) internet :**

Adresse principale : <https://www.nimes-metropole.fr>  
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

**I.2) PROCÉDURE CONJOINTE****I.3) COMMUNICATION**

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet : <https://www.marches-securises.fr/>

**Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :**

Point(s) de contact susmentionné(s).

**Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées :**

Point(s) de contact susmentionné(s).

**I.6) ACTIVITÉ PRINCIPALE**

Service de chemin de fer urbains, de tramway ou d'autobus

**Section II : Objet****II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ****II.1.1) Intitulé :** Acquisition et locations de locaux chauffeurs modulaires**II.1.2) Code CPV principal**

44211100

**II.1.3) Type de marché**

Fournitures

**II.1.4) Description succincte**

La présente consultation concerne l'acquisition et la locations de locaux chauffeurs modulaires. Dans le cadre de cette consultation, la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole agit en tant qu'entité adjudicatrice. Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-2-1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique. Les prestations font l'objet d'un accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande, sans montant minimum, avec montant maximum, en valeur.

**II.1.5) Valeur totale estimée**

Valeur estimée hors TVA : 1122773 euros.

**II.1.6) Informations sur les lots**

Division en lots : Oui

Il est possible de soumettre des offres pour : tous les lots

**II.2) DESCRIPTION****LOT N° 1****II.2.1) Intitulé :** Fourniture et installation de locaux modulaires comprenant 2 sanitaires et une salle de repos**II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)**

44211100

**II.2.3) Lieu d'exécution**

Code NUTS : FRJ12

Lieu principal d'exécution : Territoire de la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole.

**II.2.4) Description des prestations**

La présente consultation concerne l'acquisition et la locations de locaux chauffeurs modulaires.

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-2-1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique. Les prestations font l'objet d'un accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande, sans minimum, avec maximum en valeur.

L'ensemble des prestations sera rémunéré par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

L'exécution des prestations n'est pas fractionnée en tranche.

#### II.2.5) Critères d'attribution (Accord pour publication : Oui)

Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

#### II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : 853850 euros

#### II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 48

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Oui

Description des modalités ou du calendrier des reconductions : Période initiale de 12 mois, reconductible trois fois pour la même période, dans la limite de 48 mois maximum.

#### II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

#### II.2.10) Variantes

Des variantes seront prises en considération : Non

#### II.2.11) Informations sur les options

Options : Oui

Description de ces options :

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau contrat pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique et qui seront exécutées par l'attributaire du futur contrat.

Le marché est reconductible.

#### II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques

#### II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

#### II.2.14) Informations complémentaires

### LOT N° 2

II.2.1) Intitulé : Fourniture et installation de locaux sanitaires autonomes par un système indépendant d'évacuation des effluents (non connecté au réseau collectif des eaux usées)

#### II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

44211100

#### II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRJ12

Lieu principal d'exécution : Territoire de la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole.

#### II.2.4) Description des prestations

La présente consultation concerne l'acquisition et la locations de locaux chauffeurs modulaires.

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-2-1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique. Les prestations font l'objet d'un accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande, sans minimum, avec maximum en valeur.

L'ensemble des prestations sera rémunéré par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

L'exécution des prestations n'est pas fractionnée en tranche.

#### II.2.5) Critères d'attribution (Accord pour publication : Oui)

Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

#### II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : 225820 euros

#### II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 48

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Oui

**Description des modalités ou du calendrier des reconductions :** Période initiale de 12 mois, reconductible trois fois pour la même période, dans la limite de 48 mois maximum.

#### II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

##### II.2.10) Variantes

Des variantes seront prises en considération : Non

##### II.2.11) Informations sur les options

Options : Oui

##### Description de ces options :

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau contrat pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique et qui seront exécutées par l'attributaire du futur contrat.

Le marché est reconductible.

##### II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques

##### II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

##### II.2.14) Informations complémentaires

### LOT N° 3

##### II.2.1) Intitulé : Location et entretien de locaux sanitaires autonomes

##### II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

44211100

##### II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRJ12

Lieu principal d'exécution : Territoire de la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole.

##### II.2.4) Description des prestations

La présente consultation concerne l'acquisition et la locations de locaux chauffeurs modulaires.

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-2-1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique. Les prestations font l'objet d'un accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande, sans minimum, avec maximum en valeur.

L'ensemble des prestations sera rémunéré par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

L'exécution des prestations n'est pas fractionnée en tranche.

##### II.2.5) Critères d'attribution (Accord pour publication : Oui)

Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

##### II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : 43103 euros

##### II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 48

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Oui

**Description des modalités ou du calendrier des reconductions :** Période initiale de 12 mois, reconductible trois fois pour la même période, dans la limite de 48 mois maximum.

#### II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

##### II.2.10) Variantes

Des variantes seront prises en considération : Non

##### II.2.11) Informations sur les options

Options : Oui

##### Description de ces options :

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau contrat pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique et qui seront exécutées par l'attributaire du futur contrat.

Le marché est reconductible.

##### II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques

##### II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

## II.2.14) Informations complémentaires

### **Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique**

#### **III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION**

##### **III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession**

###### **Liste et description succincte des conditions :**

Les éléments devant être communiqués par le candidat afin de vérifier sa situation administrative sont les suivants :

- DUME (déclaration préremplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant, OU en cas de candidature classique :
- Lettre de candidature (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) :

Remplir le formulaire DC1 (accessible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) ou utiliser un format libre ;

Pour les sous-traitants, l'annexe 1 de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance DC4)

- Déclaration sur l'honneur (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) :

Déclarations sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique (déclarations correspondantes dans le formulaire DC1 accessible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) ;

Pour les sous-traitants, l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance DC4)

##### **III.1.2) Capacité économique et financière**

###### **Liste et description succincte des critères de sélection :**

Les éléments devant être communiqués par le candidat afin d'apprécier sa capacité économique sont les suivants :

- DUME (déclaration préremplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) – pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant ;
- OU, en cas de candidature classique, déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (déclaration correspondante dans le formulaire DC2 accessible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires> ou déclaration sur format libre).

Concernant l'indication du chiffre d'affaire : Dans le cas où l'opérateur serait une entreprise nouvellement créée et se trouverait donc dans l'impossibilité objective de produire des chiffres d'affaires pour les 3 dernières années comme demandé, le candidat devra apporter la preuve de sa capacité financière par tous moyens en produisant à l'appui de son dossier de candidature tous éléments de nature à justifier, au-delà de son simple capital social, de sa capacité financière à assurer les prestations.

##### **III.1.3) Capacité technique et professionnelle**

###### **Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :**

Les éléments devant être communiqués par le candidat afin d'apprécier sa capacité technique et professionnelle sont les suivants :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années ;
- Liste des principales fournitures livrées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons de fournitures sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

##### **III.1.4) Règles et critères objectifs de participation**

##### **III.1.5) Informations sur les marchés réservés**

Marché réservé : Non

##### **III.1.6) Cautionnement et garanties exigés**

1) Garantie contractuelle selon les dispositions du CCAG FCS.

2) Autre(s) garantie(s) contractuelle(s) : Garantie de remplacement et de remise en état

Garanties financières de l'avance : Aucune garantie n'est demandée pour le versement de l'avance prévue au contrat.

##### **III.1.7) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent**

Le financement sera assuré par le budget Principal Transport de la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole, section investissement et fonctionnement. Les fonds susceptibles d'être utilisés sont les suivants : fonds propres / emprunts.

Délai global de paiement : 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Périodicité des acomptes : selon l'article 10.1 du CCAP.

Une avance pourra être versée dans les conditions prévues au contrat.

##### **III.1.8) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché**

En cas de groupement, la forme juridique adoptée est soit celle d'un groupement solidaire, soit celle d'un groupement conjoint.

Dans le cas d'un groupement conjoint, l'acheteur public impose que le mandataire du groupement soit solidaire conformément aux dispositions de l'article R. 2142-24, alinéa II du Code de la Commande Publique.

En application de l'article R.2151-7 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres pour un même lot en agissant à la fois en qualité de candidats individuels (ou de mandataire d'un groupement) et de membres d'un ou plusieurs groupements ; et en qualité de membres de plusieurs groupements.

### III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

#### III.2.1) Informations relatives à la profession

#### III.2.2) Conditions particulières d'exécution

En cas de groupement conjoint titulaire du marché, l'acheteur public impose pour l'exécution que le mandataire soit solidaire conformément aux dispositions de l'article R. 2124-24, alinéa II du Code de la Commande Publique.

L'exécution des prestations, conformément aux dispositions de l'article R. 554-31 du code de l'environnement, est soumise à obligation de détention pour le personnel intervenant à proximité des réseaux de l'attestation d'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR).

Au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail, l'opération de fourniture dans laquelle s'inscrit cette consultation est de niveau III (PGC simplifié).

#### III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

#### III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : Non

## Section IV : Procédure

### IV.1) DESCRIPTION

#### IV.1.1) Type de procédure

Procédure ouverte

#### IV.1.3) Information sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

L'avis concerne l'établissement d'un accord-cadre

Accord-cadre avec un seul opérateur

#### IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

#### IV.1.6) Enchère électronique

#### IV.1.8) Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : Oui

### IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

#### IV.2.1) Publication(s) antérieure(s) relatives à la présente procédure

#### IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation :

Vendredi 06 octobre 2023 - 11:00

#### IV.2.3) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

#### IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation

français.

#### IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en mois : 6 (à compter de la date limite de réception des offres).

#### IV.2.7) Modalités d'ouverture des offres

Date : vendredi 06 octobre 2023 - 11:00

## Section VI : Renseignements complémentaires

### VI.1) RENOUVELLEMENT

Il s'agit d'un marché renouvelable : Oui

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :

Le présent marché a un caractère périodique. Une nouvelle consultation sera relancée pour cette même nature de prestation permettant

de désigner le prestataire à la fin de l'exécution du présent marché.

## **VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES**

**La facturation en ligne sera utilisée**

## **VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

Le dossier de consultation des entreprises est gratuit, il est disponible sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>.

Conditions de remise des offres ou des candidatures : l'acheteur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>. Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis selon les dispositions indiquées dans le règlement de la consultation.

Assistance plateforme de dématérialisation : Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, un numéro est à la disposition des soumissionnaires : 04 92 90 93 27.

## **VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS**

### **VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal Administratif de Nîmes 16 Avenue Feuchères - CS 88010 , 30941 Nîmes Cedex 9 FRANCE. Tél. +33 466273700. E-mail : [greffe.ta-nimes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nimes@juradm.fr). Adresse internet : <http://nimes.tribunal-administratif.fr>.

### **VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation**

### **VI.4.3) Introduction des recours**

### **VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

Tribunal Administratif de Nîmes 16 Avenue Feuchères - CS 88010 , 30941 Nîmes Cedex 9 FRANCE. Tél. +33 466273700. E-mail : [greffe.ta-nimes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nimes@juradm.fr). Adresse internet : <http://nimes.tribunal-administratif.fr>.

## **VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS**

07 septembre 2023